

GRAND DEBAT NATIONAL TAV RA (Portugal) – Mercredi 13 mars 2019

TRANSITION ECOLOGIQUE

Pourquoi ne pas obliger tous les pays de l'UE à adopter des mesures écologiques et sanctionner économiquement ceux qui ne les respectent pas ?

Plus d'informations claires devraient être mentionnées sur les produits de consommation et leur provenance mondiale

Constat : pas de conscience écologique dans la politique du Gouvernement. Exemple vote sur le glyphosate à l'assemblée.

Sanctionner durement la pratique de l'obsolescence programmée pratiquée par les groupes industriels.

Augmenter la garantie de tous les appareils ménagers à 5 ans au lieu de 2 actuellement. Création d'un label « produits durables ».

Doubler le budget de UFC que Choisir et leur donner plus de pouvoirs car ce sont les seuls qui défendent les consommateurs.

Remettre en place les consignes des bouteilles en verre et établir un prix élevé de consigne pour le plastique.

Légiférer pour réduire les suremballages auprès des industriels : diminuer les objets à usage unique en plastique.

Obliger la grande distribution à diminuer de façon drastique les emballages auprès de leurs fournisseurs.

Réduire les centrales nucléaires, en rendant transparent le coût réel de cette énergie en incluant le risque des déchets radio actifs. Et du coût de stockage.

Favoriser au maximum la recherche, le développement et la production des outils d'utilisation de toutes les ressources naturelles d'énergie comme le soleil (en établissant clairement le degré de pollution du recyclage des batteries et panneaux solaires souvent importés et recyclés loin),

l'eau en développant de nouveaux barrages hydroélectriques, le vent, l'utilisation de la houle maritime.

Ne pas privatiser les barrages hydroélectriques puisqu'ils sont rentables même si cela est une directive Européenne car ils sont d'utilité publique.

Encourager pour tous les travaux d'adaptation des logements aux énergies propres et renouvelables (panneaux solaires etc...) en simplifiant l'accès à des entreprises locales agréées ou certifiées par l'Etat.

Rendre obligatoire la couverture de panneaux solaires des bâtiments administratifs, de bureaux, des usines, des entrepôts, des centres commerciaux et de la grande distribution.

Encourager et financer en prenant des participations toutes les sortes de recherches pour trouver de nouvelles sources d'énergies propres pour les voitures, camions et autocars (hydrogène...).

Trouver une solution pour le recyclage des batteries des véhicules électriques avant de promouvoir la vente de ces véhicules afin d'éviter un renouvellement d'une nouvelle pollution comme pour la situation du diesel.

Développer l'agroforesterie au lieu d'exploiter la forêt de manière industrielle, ainsi la forêt pourrait accueillir une plus grande biodiversité dans des zones agricoles d'un nouveau type certifiées bio.

Gestion écologique de nos forêts encourageant une production de meubles de conception et production française écologiquement responsable.

Favoriser l'agriculture biologique qui est aussi un gisement très important d'emplois pour des personnes avec une qualification basique.

Priorité absolue aux agriculteurs bio pour le rachat des parcelles disponibles en changeant les mécanismes existant type SAFER qui ne conduisent qu'à une concentration des terres entre les mains de groupes d'agriculture industrielle liés aux grands groupes agroalimentaires.

Exonération de la TVA pour les produits bio dans les circuits courts (hors grandes surfaces).

Incitation à l'agriculture bio urbaine hors sol souterraine ou sur les toits des grandes villes.

L'Elysée est-il bio ? Les jardins et bâtiments publics devraient être des modèles de présentation 0 Carbone et bio.

Verser en temps et en heure les subventions pour l'agriculture bio actuellement en difficulté.

Faciliter la formation des agriculteurs à l'utilisation de nouveaux produits phytosanitaires bio et formation aux techniques nouvelles permettant d'arrêter le glyphosate et les autres produits dangereux pour la biodiversité.

Etude sur les conséquences pour la santé de la production viticole industrielle utilisant la chimie en lien avec l'INRA, l'INSERM et toute la recherche médicale.

Introduire dans les lycées agricoles des disciplines pour apprendre à cultiver totalement bio avec le support des recherches et collaboration avec les organismes d'Etat comme l'INRA et départements de recherche universitaire. Ces organismes devraient créer des plateformes de formation en ligne en accès libre pour tous les citoyens.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Lutter contre le gaspillage, les dépenses inutiles au niveau de l'Etat et des collectivités territoriales (élus et personnels).

Augmenter le taux de fiscalisation des grands groupes et multinationales et surtout celles qui ne payent pas d'impôts en Europe en utilisant toutes les techniques d'optimisation-évasion fiscale (GAFA)

Donner à la Cour des Comptes des moyens plus importants pour obliger l'administration à revoir ses méthodes face à un constat de manquement à la diminution de la dépense publique, et sanctionner financièrement les responsables à ces manquements même à titre personnel.

Instaurer une fiscalité sur 3 ans pour les TPE, artisans, professions libérales et travailleurs indépendants leur permettant de ne pas être en mis en péril par des écarts de résultats d'une année sur l'autre.

Ré-indexation des retraites.

Arrêter les privatisations des structures d'utilité publique : Aéroports, Autoroutes, Barrages, etc...

Fiscaliser de manière importante les importations quand il n'y a pas de réciprocité afin de rééquilibrer notre commerce extérieur (Par exemple déséquilibre avec la Chine).

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Diminution du nombre de parlementaires et de sénateurs. Diminuer les salaires et rémunérations des fonctionnaires Européens. Réduire pour une durée maximum d'un an les emplois d'Etat garantis type 'préfet hors cadre', 'conservateur honoraire',...

Les élus et fonctionnaires de l'état doivent comme les autres citoyens en cas de faillite d'une banque ou d'une compagnie d'assurances voir leurs comptes ponctionnés comme tout le monde. Si cette loi est censée nous protéger, idée excellente, pourquoi en sont-ils exclus ?

Sanctionner financièrement les sénateurs et députés en fonction de leur présence ou absence aux débats et leurs participations aux votes, moins ils sont présents moins ils gagnent.

Réduire le mille-feuilles administratif : Communes, communautés de communes, Communautés d'agglomération, etc...

Réduire les conflits d'intérêts chez les ministres, politiques et surtout les hauts- fonctionnaires et leurs conjoints : instaurer un délai de 5 à 6 ans entre une profession dans un groupe industriel ou lobbyiste et une fonction ministérielle ou un mandat électoral quel qu'il soit.

Mettre en place des contrôles plus importants sur les médicaments et surtout dans la délivrance des autorisations de mise sur le marché dont la commission du médicament ANSES actuelle nest composée que des représentants des laboratoires pharmaceutiques. Rendre impossible une situation du type des médicaments vendus pendant des décennies contre le cholestérol.

Plus de transparence chez tous les élus et grands fonctionnaires de l'État avec un contrôle plus strict dans les passerelles entre public et privé. Empêcher tous contacts des serviteurs de l'Etat ou de l'Europe (fonctionnaires, élus etc...) lorsqu'ils passent professionnellement du secteur public dans le secteur privé pour une durée de 7ans afin de ne plus jamais rendre à nouveau possible une situation de type Barroso.

Exiger une déclaration de conflit d'intérêts passés et présents pour toute personne politique et haut-fonctionnaires sur une période antérieure de 5 ans pour se présenter à n'importe quelle

élection.

Protéger les lanceurs d'alerte. Abolir la loi sur le secret des affaires.

Donner aux ambassades françaises à l'étranger un rôle plus actif de promoteur du savoir-faire français et de la culture française. Les ambassadeurs ne font souvent que du protocole et n'ont pas d'impact, autrement dit travailler plutôt que de serrer des mains et couper des rubans. Ils devraient être jugés sur leurs résultats sans avoir de carrière de promotion automatique à vie.

Il faut ouvrir la haute administration à la société civile. Les concours des grandes écoles ont contribué à la création d'une bourgeoisie d'Etat hors sol (ENA, Polytechnique, Conservateurs de Musée,...).

Les grandes structures culturelles (Musées, Théâtres, Conservatoires,...) devraient être ouvertes aux associations de terrain permettant de détecter partout les nouveaux et réels talents sans rester sur des listes de confort d'artistes présélectionnés afin d'éviter l'installation d'un art officiel sans aucune pérennité.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

Redonner à la fonction d'élue sa vraie place : celle de nous représenter et de nous défendre face aux puissances financières qui dépassent les citoyens et même certains élus.

Développer et favoriser l'éducation et la citoyenneté.

Rendre le vote plus attractif : reconnaissance du vote blanc, verbaliser ceux qui ne votent pas, mettre en place le vote électronique

Favoriser la démocratie citoyenne participative par des référendums fréquents comme en Suisse.

Organiser le jumelage des écoles de grandes cités avec des écoles rurales.

Instaurer une plateforme pour les associations afin de les faire connaître et encourager le bénévolat : informations sur leurs activités, répertoire,...

Faciliter les liens entre les associations et l'Etat.

